

Frédéric Thiriez : «La France du football aussi est exaspérée»



<http://www.lefigaro.fr/vox/societe/2015/12/09/31003-20151209ARTFIG00308-frederic-thiriez-la-france-du-football-aussi-est-exasperee.php>



FIGAROVOX/TRIBUNE - Entre scandales à répétition de la FIFA et histoires de prostituées, le sport le plus populaire, qui devrait éduquer et rassembler, étale ses vices les plus navrants, estime Frédéric Thiriez.

Frédéric Thiriez est président de la Ligue de football professionnel.

Exaspération, c'est ce que ressentent les Français, dit-on, pour expliquer la montée des extrêmes. C'est d'une autre exaspération que je veux parler, celle de la France du foot, exaspérée par les scandales, la corruption au niveau le plus élevé, les affaires d'argent, les petits arrangements entre «amis», les «sex-tapes» et autres histoires de prostituées... Le sport le plus populaire, qui devrait éduquer, rassembler, donner l'exemple, étale au contraire, sous la loupe des médias, les vices les plus navrants: l'avidité, le pouvoir, l'argent. Et tout cela à quelques mois seulement de ce qui devrait être une joyeuse fête nationale, le championnat d'Europe 2016. De la base au sommet de la pyramide, des 2 millions de licenciés aux 1.000 joueurs professionnels, sans oublier les 500.000 bénévoles et les 40 PME que sont les clubs pros, le football français assiste muet à la destruction de son image. Que faire?

La situation à la FIFA martyrise, depuis des mois, la crédibilité du football. Un gouvernement mondial du football dont l'image est à ce point salie ne peut gérer notre sport sans nuire à son rayonnement. En creux, cette crise montre ce dont le football a le plus besoin: de transparence, de rigueur et de respect. Et pas seulement à la FIFA!

La transparence, ce serait d'abord la publication du fameux «rapport Garcia», l'enquête sur l'attribution des Coupes du Monde 2018 et 2022. Dissimuler des informations, fut-ce pour protéger des sources, n'a jamais empêché le soupçon, au contraire cela l'alimente. De même, les rémunérations de toute nature versées aux dirigeants de la FIFA, des confédérations, comme l'UEFA, mais aussi des fédérations nationales, ligues professionnelles comprises, doivent être rendues publiques. Les mêmes dirigeants, y compris ceux qui sont bénévoles -et ils sont nombreux- devraient fournir, en début et en fin de mandat, une déclaration d'activités, de revenu et de patrimoine, déclaration contrôlée par une commission indépendante habilitée à saisir les instances disciplinaires, voire judiciaires, de toute anomalie. Les comptes des organisations sportives internationales devraient être soumis à un contrôle, de régularité et de gestion, d'une «cour des comptes» composée d'experts et de juristes indépendants, à créer sous les auspices, par exemple, du comité international olympique.

La même transparence doit s'appliquer aux mouvements de fonds liés aux transferts de joueurs et aux commissions d'agents.

La même transparence doit s'appliquer aux mouvements de fonds liés aux transferts de joueurs et aux commissions d'agents. Ce ne sont pas les transferts qui sont condamnables ni même leurs montants. En effet, dans une économie de marché, les transferts correspondent à l'indemnisation d'un club par un autre en raison de la rupture anticipée d'un contrat d'un joueur. Pour autant, on doit évidemment savoir qui paie quoi et à qui. Afin de clarifier les flux monétaires liés aux transferts, il faut les centraliser au niveau des fédérations ou ligues pour les transferts nationaux et au niveau mondial pour les transferts internationaux, avec un système de chambre de compensation. Traçabilité et sécurité seraient ainsi garanties.

Transparence, mais aussi rigueur. Et d'abord sur le plan financier. Les salaires excessifs, outre qu'ils choquent le public, provoquent une surenchère destructrice entre les clubs, aggravent le déséquilibre compétitif entre les «riches» et les autres et menacent à terme l'intérêt même des compétitions. Le rugby français a instauré un «salary cap». Difficile, mais louable. Si le football français ne saurait plafonner tout seul les rémunérations, sauf à se pénaliser dans la compétition européenne, l'UEFA, soucieuse du «fair-play financier», devrait, pour donner l'exemple, instituer ce plafonnement au niveau européen déjà, par la négociation entre syndicats de joueurs et d'employeurs. La même rigueur doit prévaloir en ce qui concerne les agents sportifs. La FIFA a choisi, à tort selon moi, de déréglementer l'accès à la profession. Une telle libéralisation ne se conçoit que si les fédérations nationales se mettent à exercer un réel contrôle sur l'activité de ces agents, ce qui est loin d'être le cas aujourd'hui.

Rigueur aussi sur les terrains de jeu. La violence, physique ou verbale, notamment envers les arbitres, progresse dans le football amateur. Parce que les professionnels, au plus haut niveau, ne donnent pas toujours le bon exemple! On sait que les footballeurs en herbe miment le comportement de leurs idoles... en bien, ou en mal! L'équipe de France, depuis dix ans, est régulièrement secouée par des «affaires» qui nourrissent un désamour croissant de nos compatriotes pour ceux qui défendent nos couleurs. Stop! La seule réponse convenable est la fermeté, même si elle peut paraître sévère, voire injuste, dans un monde ordinaire. Mais porter le maillot bleu n'est pas quelque chose d'ordinaire. L'exemplarité, si l'on veut reconquérir les cœurs, doit l'emporter même sur la performance. Dans le championnat professionnel,

les Commissions de discipline doivent faire preuve de la plus grande sévérité en cas de dérapage. Il n'est plus supportable de voir des décisions de l'arbitre contestées à tout moment alors qu'ils oeuvrent, dans des conditions difficiles, pour l'équité du jeu et la sécurité des joueurs. Poussons nos instances internationales, par nature très conservatrices, à modifier les sacro-saintes lois du jeu pour permettre, par exemple, l'expulsion temporaire. Rien de mieux pour calmer les esprits... Après tout, nous avons bien fini par faire admettre la vidéo sur la ligne de but!

Les grandes organisations sportives, où règne la personnalisation du pouvoir, la « présidentialisation » des institutions, feraient bien de s'inspirer du fonctionnement des entreprises, dont la gestion est plus collégiale, plus « professionnelle ».

Rigueur enfin, dans la gouvernance des institutions. Les candidats à la présidence de la FIFA qui étaient à Paris la semaine dernière au forum des ligues mondiales pour défendre leur programme nous suivent, nous les ligues, pour admettre que les acteurs du football professionnel, ligues, clubs, joueurs, entraîneurs, jusqu'ici écartés des instances de décision de la FIFA comme de l'UEFA, doivent y participer, de la même manière que nous y participons, au niveau national, dans nos fédérations. Bravo! Ne faut-il pas aller plus loin et réfléchir à l'avenir de la fameuse règle «un pays, une voix» qui gouverne l'assemblée générale de la FIFA? Est-il juste que l'Allemagne, par exemple, qui compte 6 millions de licenciés, ait autant de poids politique qu'un micro-Etat qui en aligne quelques centaines? Enfin, les grandes organisations sportives, où règne la personnalisation du pouvoir, la «présidentialisation» des institutions, feraient bien de s'inspirer du fonctionnement des entreprises, dont la gestion est plus collégiale, plus «professionnelle»: pourquoi ne pas distinguer la fonction présidentielle, élective, bienveillante, politique au bon sens du terme, et les fonctions opérationnelles, confiées à un management professionnel rémunéré et responsable devant les représentants élus? Ce modèle a fait ses preuves et devrait séduire, non seulement la FIFA, mais aussi les confédérations, les fédérations et, pourquoi pas, les ligues professionnelles!

Transparence, rigueur, et enfin respect... Respect d'abord des «familles» du football entre elles. Dirigeants, joueurs, entraîneurs, arbitres, médecins, personnels administratifs, supporters, tous participent, chacun dans leur rôle, au succès quotidien du football et méritent une égale considération. J'ai dit plus haut que les instances internationales, qui sont en retard à cet égard, doivent intégrer en leur sein la famille professionnelle. Le dialogue entre les partenaires sociaux, employeurs et joueurs, qui est une réalité vivante (et exigeante!) dans des pays comme la France, ne l'est pas toujours ailleurs. Pourtant la mondialisation du football est telle qu'une convention collective internationale est incontournable à terme. Travaillons-y dès maintenant, les ligues et la FIFPRO.

La France, si elle est plutôt respectée en Europe et dans le monde pour l'organisation de son football, doit en revanche progresser sur deux terrains, la diversité et la mixité. Alors que les footballeurs des championnats professionnels et amateurs incarnent la diversité, comment accepter plus longtemps que les minorités ne soient pas davantage représentées dans les instances, l'encadrement des clubs et l'arbitrage? Le football constitue un vecteur d'intégration sur le terrain, un lien social dans les tribunes et les instances resteraient dans l'entre soi?... Un travail urgent et important est à mener pour réparer cette anomalie. Autre retard à rattraper: la féminisation. Il y a en France moins de 100 000 licenciées contre plus d'un million en Allemagne. Malgré les efforts de l'unique femme du comité exécutif de la fédération, la pratique féminine reste négligée par certains dirigeants, quand elle n'est pas brocardée, ce qui se traduit par un manque de bénévoles et d'infrastructures. Renforcer l'attachement des femmes pour le football développerait positivement la discipline et rendrait le public des stades plus familial et plus convivial. Conséquence de notre retard, les femmes sont évidemment sous représentées dans les instances dirigeantes (Une à la FFF, une à la ligue!). Comme dans le monde de l'entreprise, elles apporteraient pourtant toutes leurs compétences et une vision précieuse. Le football doit aussi se conjuguer au féminin!

Avec ses 2 millions de licenciés et ses milliers de bénévoles, le football amateur remplit un véritable rôle de service public sur tout le territoire.

Respect, enfin, entre professionnels et amateurs. Avec ses 2 millions de licenciés et ses milliers de bénévoles, le football amateur remplit un véritable rôle de service public sur tout le territoire. Son rôle est irremplaçable dans l'animation des quartiers et des zones rurales, dans l'éducation et la création de lien social, comme la formation des futurs joueurs professionnels. Au-delà de l'aide financière qu'il lui doit, le football professionnel tisse avec le football amateur des relations proches et régulières, fondées sur un principe d'égalité et un échange permanent. Le parrainage de clubs amateurs par les clubs professionnels s'inscrit bien dans cette logique solidaire. Tous ceux qui font le football amateur, les dirigeants, les bénévoles, les parents, les éducateurs, font face à des difficultés croissantes et ont parfois le sentiment d'être un peu oubliés par les institutions parisiennes. Ils ont besoin d'un accompagnement et d'un soutien encore plus importants au quotidien de la part d'une structure dédiée spécifiquement au monde amateur. Il serait donc logique de faire de la ligue du football amateur, simple service de la fédération aujourd'hui, une véritable institution autonome, sous l'égide de la fédération, à l'image de la ligue professionnelle.

L'histoire montre que le plus souvent ce sont les crises qui permettent de reconstruire. C'est donc le moment ou jamais!...

Frédéric Thiriez